



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Procédure adaptée ouverte

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

MARCHE N°25LM11MP

PRESTATION DE TRADUCTION ET
D'INTERPRETARIAT EN LANGUES BALKANIQUES
(BOSNIAQUE, SERBE, CROATE, ALBANAIS,
MONTENEGRIN, MACEDONIEN)
POUR LE BANC NATIONAL D'EPREUVE

POUVOIR ADJUDICATEUR

CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE

Place de la Bourse

69289 LYON CEDEX 02

Tél : 04 72 11 33 47

<https://www.lyon-metropole.cci.fr>

ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE :

BANC NATIONAL D'EPREUVE DES ARMES

Zone Industrielle Molina La Chazotte

5 rue de Méons - CS 40147

42004 Saint-Etienne cedex 1

Profil Acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale de la commande publique : marches@lyon-metropole.cci.fr

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	5
5.2 - Durée du contrat	5
5.3 - Reconduction.....	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	6
9 - Modalités de règlement des comptes.....	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement	6
9.3 - Délai global de paiement.....	7
9.4 - Paiement des cotraitants	7
9.5 - Paiement des sous-traitants	7
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
11 - Développement durable.....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	8
12.1 - Vérifications	8
12.2 - Décision après vérification.....	8
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	8
14 - Pénalités.....	8
14.1 - Pénalités de retard	8
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	9
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	9
15 - Assurances.....	9
16 - Clause de réexamen.....	9
17 - Résiliation du contrat.....	10
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	10
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
18 - Règlement des litiges et langues.....	11
19 - Dérogations.....	11
20 - Clauses techniques particulières	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de traduction, d'interprétation, d'accompagnement linguistique et de rédaction de documents dans le cadre des activités du BNE, portant sur les langues et pays des Balkans suivants : Bosnie-Herzégovine, Serbie, Croatie, Albanie, Monténégro et Macédoine.

Ces prestations comprennent :

- La traduction de textes législatifs et techniques relatifs aux Armes Légères et de Petit Calibre, langues Balkaniques - Français et/ou Anglais dans les deux sens.
- La rédaction et la mise en forme de documents selon les standards fournis par le BNE, à des fins de formation ou d'examen, en français et dans l'une des six Langues balkaniques (Bosniaque, Serbe, Croate, Albanais, Monténégrin, Macédonien).
- L'interprétariat (simultané et consécutif), langues Balkaniques - Français dans les deux sens.
- L'accompagnement des stagiaires en France et des consultants dans les Balkans (en semaine et en week-end).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieux d'exécution :

BANC NATIONAL D'EPREUVE DES ARMES
Zone Industrielle Molina La Chazotte
5 rue de Méons
42000 Saint-Etienne

Les pays balkaniques suivants : Bosnie-Herzégovine, Serbie, Croatie, Albanie, Monténégro et Macédoine.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec un maximum de 85 000 €HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum indiqué ci-dessus représente le plafond des commandes susceptibles d'être passées dans le cadre du présent accord-cadre. Il ne constitue en aucun cas un engagement ferme de la part de l'acheteur quant à la passation de commandes ou au montant total des prestations exécutées, et prend en compte d'éventuels besoins non identifiés à date.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commandes

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le Titulaire s'engage envers l'Acheteur à maintenir strictement confidentiels tous les renseignements et documents reçus de toutes natures à l'occasion de l'exécution du présent marché. En conséquence, le Titulaire ne pourra en aucune manière communiquer, divulguer, publier ou faire état de tels renseignements ou documents, sauf accord écrit préalable de l'Acheteur. Cette obligation de confidentialité s'applique pendant toute la durée du marché et perdure après son expiration ou résiliation.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 16/01/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 18/01/2027.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 2 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par des prix unitaires selon les stipulations du bordereau de prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement aux fins de la réalisation des prestations.

Tous les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement sont pris en charge par le Banc National d'Épreuve. Lorsque ces frais sont avancés par l'interprète, ils seront remboursés sur présentation des justificatifs correspondants.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prévoir des prestations supplémentaires dans le cadre de sa mission auprès de l'OSCE. Dans ce cas, les prix seront calculés sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires. Les prestations complémentaires feront l'objet d'un bon de commande.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme E-ATTESTATIONS mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002170200019
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 25LM11MP

Contact comptabilité facturation : fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

- En phase consultation : demande de compléments, rejets, attribution du marché,
- En phase exécution : les éventuels avenants, et les échanges liés à des difficultés d'exécution.

En revanche, la notification des bons de commande ne sera pas effectuée par le biais du profil d'acheteur.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Par courriel ou le cas échéant via un espace en ligne partagé et sécurisé.

Dans le cadre des prestations objet du présent marché, tout recours à l'intelligence artificielle (IA) est strictement interdit. Constitue un recours à l'IA sanctionnable l'utilisation de systèmes de génération automatisée sans intervention humaine qualifiée et/ou en violation des exigences de confidentialité et de protection des données personnelles.

L'usage d'outils non génératifs de correction grammaticale/orthographique n'est pas visé.

11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Recours à l'intelligence artificielle	Forfaitaire	200€	Par constat
Traduction non conforme dans sa traduction, son interprétariat	Forfaitaire	250€	Par constat
Non-respect des obligations générales du CCTP	Forfaitaire	100€	Par constat

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- **Ajout ou modification de prestation dans le bordereau de prix :**

Exceptionnellement si les prix au bordereau de prix ne permettent pas de chiffrer la prestation sur demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire proposera un prix sous réserve de justifier ce dernier. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) et sont intégrés dans le bordereau de prix.

- **Modifications ou nouvelle condition d'exécution des prestations dans le respect du budget imparti :**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

- **Modification du montant maximum**

Le montant maximum du contrat pourra faire l'objet d'un réexamen par les deux parties si cette modification est rendue nécessaire :

↳ Par l'évolution des prestations non connues à date.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

20 – Clauses techniques particulières

Contexte :

Le Banc National d'Epreuve opère au profit de l'OSCE dans le cadre de la lutte contre le trafic des armes légères et de petit calibre et les stocks de munitions conventionnelles en menant des projets de formation à la neutralisation des armes à feu dans 6 pays des Balkans : la Serbie, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Bosnie Herzégovine et l'Albanie.

Ce projet a pour but de faire évoluer la législation locale pour la rendre conforme avec les exigences de la directive européenne EU 2018/337 sur la neutralisation des armes à feu et de former des personnels sur place à la neutralisation des armes selon les standards européens.

Pour mener à bien ces missions, le Banc National d'Epreuve (BNE) doit mener sur place des entretiens avec les autorités locales compétentes en matière de contrôle des armes à feu, visiter des armuriers et des ateliers de neutralisation, sélectionner des candidats pour suivre des formations en France.

Pour les assister dans ces activités, les consultants du Banc National d'Epreuve (BNE) ont besoin d'interprètes pour les accompagner dans leurs missions sur place mais aussi pour accompagner les personnels locaux qui suivront les formations en France.

Les prestations d'interprétariat et de traduction sont organisées autour de trois domaines d'activité :

1. Traduction :

- La traduction des langues locales vers le français et/ou l'anglais de documents législatifs ou techniques dans le domaine des armes à feu
- La traduction du français ou de l'anglais vers les langues locales de supports de cours sur la neutralisation des armes à feu et le contrôle des neutralisations d'armes à feu
- La traduction des langues locales vers le français de copies d'examen dans le domaine de la législation des armes à feu et leur neutralisation

2. Interprétariat :

- L'interprétariat simultané ou consécutif français – langues locales lors des entretiens et visites dans les pays objets du projet
- L'interprétariat simultané ou consécutif français – langues locales lors des formations des personnels locaux en France ; en salle lors des cours théoriques et en atelier lors des formations pratiques

3. Accompagnement :

- L'accompagnement des consultants sur place : visites, restaurants, achats, démarches diverses
- L'accompagnement des stagiaires en France en dehors des heures de cours : visites, restaurants, achats, démarches diverses
- Certaines formations durent 2 semaines et nécessitent de rester un Week-end en France pendant lequel l'accompagnement des stagiaires est nécessaire.

Prestations attendues :

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique et dédié, qui assurera le suivi et la réalisation des prestations dans les trois prestations attendues du marché, à savoir la traduction, l'interprétation et l'accompagnement.

Cet interlocuteur devra être la même personne tout au long de l'exécution du marché, garantissant ainsi la cohérence, la qualité et la continuité des services fournis pour un pays donné.

Interprétariat & accompagnement - prestations prévues par pays :

- Au début du projet, une semaine de visite sur place par 2 consultants du BNE.
- 2 sessions de formation en France, une de 2 semaines et une d'une semaine (*).
- 1 visite sur place par 2 consultants du BNE de 3 jours pour la sélection des candidats.
- 2 visites de suivi sur place par 2 consultants du BNE d'1 à 2 jours. Les prestations pourront se poursuivre jusqu'en 2027, le cas échéant.

Traduction - prestations prévues par pays :

- De traduire 1 à 3 textes de loi sur les armes à feu.
- De traduire des supports de cours dans les langues locales et de les remettre en forme dans des documents PowerPoint ; chaque support de cours contient entre 5 et 20 pages environ.
- De traduire dans les langues locales des sujets d'examen écrit et de traduire en français les réponses des stagiaires (3 examens au total).

() : Session de formation en France d'une semaine (arrivée le dimanche dans la journée, cours du lundi au vendredi matin, et retour le vendredi après-midi).*

() : Session de formation en France de 2 semaines (arrivée le dimanche, cours les 2 semaines du lundi au vendredi, accompagnement des stagiaires pendant le WE, et retour le vendredi après-midi de la 2ème semaine).*

Comme le projet a débuté depuis 2024, un certain nombre des activités ont déjà été réalisées.

Le calendrier prévisionnel ci-joint donne un aperçu des activités restant à déployer en 2026.

Il est attendu du prestataire de :

- Démontrer une parfaite maîtrise des langues parlées dans les pays identifiés par le projet : Bosnienne, Serbe, Croate, Albanais, Monténégrin, Macédonien.
- Démontrer une parfaite maîtrise écrite et orale du Français et de l'Anglais.
- Connaître parfaitement les 6 pays des Balkans (modes de vie, mentalité, particularités locales, contraintes, etc.) pour guider au mieux les consultants en plus de la simple fonction d'interprète.
- Connaître parfaitement la France et savoir y évoluer sans difficulté de manière à pouvoir accompagner les stagiaires dans leur vie de tous les jours lors des sessions en France au BNE.
- Avoir idéalement une connaissance générale de la mécanique et de l'armurerie et des armes à feu en général.
- Pouvoir se libérer 2 à 3 semaines par mois de janvier à décembre 2026 selon calendrier prévisionnel.
- Maîtriser parfaitement les outils classiques de bureautique.

L'offre doit permettre d'identifier clairement le prix des prestations suivantes :

1. Traduction textes législatifs et techniques sur les Armes Légères et de Petit Calibre - dans les 2 sens, prix au mot.
 - Bosniaque - Français
 - Serbe - Français
 - Croate - Français
 - Albanais - Français
 - Monténégrin - Français
 - Macédonien – Français
2. Interprétariat (simultané et consécutif) - dans les 2 sens, prix à l'heure, prix à la journée (8h)
 - Bosniaque - Français
 - Serbe - Français
 - Croate - Français
 - Albanais - Français
 - Monténégrin - Français
 - Macédonien – Français
3. Accompagnement des stagiaires en France – prix à la journée semaine, à la journée en week-end.
4. Accompagnement des consultants dans les 6 pays - prix à la journée semaine, à la journée en week-end.
5. Rédaction et mise en forme de documents selon standards fournis par le BNE à des fins de formation ou d'examen, en français et dans l'une des 6 langues des Balkans, prix à la page.

Tous les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement sont pris en charge par le BNE. Lorsque ces frais sont avancés par l'interprète, ils seront remboursés sur présentation des justificatifs correspondants.